

Feuille de signatures
annexée



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Initiative 1:12 5

L'initiative 1:12 est un dangereux boomerang social



Contre l'immigration massive 6-7

Le Parlement a refusé l'initiative. La parole est maintenant au peuple.



Session fédérale 13

La Suisse a une fois de plus été lâchée par les autres partis.



dietschi
DRUCK & MEDIEN OLTEN



Dietschi AG Druck & Medien | Ziegelfeldstrasse 60 | 4601 Olten
Telefon 062 205 75 75 | Telefax 062 205 75 00
www.dietschi.ch | info@dietschi.ch

Stopper la discrimination!



Initiative pour les familles **OUI**



CP 80 847123-2

www.initiative-familles.ch

Les familles avec enfants assument une grande responsabilité, qui est synonyme de joie mais aussi de travail et de sacrifice. La charge fiscale des familles doit être juste et ne pas défavoriser certaines familles ou certaines formes de famille. En 2009, le Parlement fédéral a décidé d'accorder des déductions pour frais de garde des enfants, et donc des allègements fiscaux, aux familles qui confient la garde de leurs enfants à des tiers contre paiement. Cette décision est louable. Les familles qui gardent

elles-mêmes leurs enfants ne bénéficient cependant pas de telles déductions. Les couples qui réduisent leur temps de travail pour garder leurs enfants ou les familles qui en confient la garde aux grands-parents ou à des voisins n'ont eux non plus pas droit à des déductions. L'initiative pour les familles entend remédier à cette injustice choquante et ainsi préserver la diversité et la liberté du modèle familial.

Commandez aujourd'hui encore cette affiche à diffuser partout. Merci.



Récompenser la performance

Grâce à son autonomie et à son autodétermination, la Suisse a acquis liberté, sécurité et prospérité. Notre pays a emprunté une voie indépendante, mais qui a largement porté ses fruits. Et tout-à-coup, notre gouvernement national affirme que la voie des accords bilatéraux avec l'UE ne serait plus praticable. La Suisse n'a nullement besoin d'un rattachement institutionnel à l'UE. Ce n'est là qu'une pure invention de notre gouvernement.

Gros titres

L'UDC dans la presse suisse de septembre 2013



Pourquoi cet esprit de soumission et d'adaptation domine-t-il sur notre gouvernement national et son administration ? Les acteurs politiques ont perdu le goût de la patrie et ne savent plus apprécier la prospérité dont ils jouissent. Cette situation se manifeste aussi par le fait que des idées socialistes redeviennent des thèmes de discussion acceptables :

- On peut citer l'initiative 1:12 des Jeunes socialistes
- Suivront toute une série d'autres attaques contre la place économique et industrielle suisse, concoctées dans le laboratoire à poisons de la gauche : l'initiative pour un salaire minimum, l'initiative sur l'impôt sur les successions ou l'abolition de l'imposition forfaitaire.
- Ou la Conférence suisse des institutions d'action sociale, abrégée CSIAS. Sans aucune nécessité mais dans son propre intérêt, cette organisation non étatique émet des directives recommandant aux communes des tarifs d'aide sociale nettement exagérés, dépassant les barèmes minimaux fixés par le Tribunal fédéral. La CSIAS définit de son propre chef un « niveau de vie adéquat » comme devant obligatoirement être financé par l'aide sociale et prescrit donc que le contribuable doit aussi prendre en charge des coûts tels qu'un véhicule personnel, des vacances et des séjours dans le pays d'origine des bénéficiaires. Les budgets des services sociaux et des communes explosent.

Nous devons opposer une résistance. Nous ne sommes pas disposés à démolir ce que nos pères et nos mères ont bâti. Engagez-vous en vue des votations du 24 novembre, les enjeux sont importants !

Toni Brunner

Toni Brunner, conseiller national
Président UDC Suisse

Droit à la naturalisation

Mercredi 25 septembre 2013 : Assis dans l'antichambre du Conseil des États, je suis profondément déçu. Nous venons de terminer les délibérations concernant la loi sur la nationalité. Ce matin, ma dernière proposition n'a pas trouvé de majorité.

Après l'amélioration par le Conseil national de la proposition du Conseil fédéral durant la session de printemps, je savais, à la suite des discussions au sein de la commission, que je n'aurais pas la tâche facile au Conseil des Etats. Bien que le résultat des votes ait été meilleur qu'en commission, je suis profondément déçu.

Les praticiens exigent des durcissements

La loi sur la nationalité (LN) concerne les naturalisations. Et l'UDC n'est pas la seule à avoir une attitude restrictive à ce sujet. Les praticiens de mon canton, Schwytz, m'ont aussi prié de défendre ces aspects avec insistance. La pratique de naturalisation actuelle est en effet considérée par beaucoup comme trop généreuse.

Naturalisation après 8 ans ?

La législation actuelle sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse est soumise à une révision totale. Le Conseil fédéral s'est fixé pour objectif de simplifier et d'harmoniser la procédure de natura-

lisation. Bien que la condition du permis d'établissement pour obtenir la naturalisation soit un critère de base adéquat et important fixé par le Conseil fédéral, il demande de baisser parallèlement la durée de séjour requise de douze à huit ans.

Un Suisse sur 12 a été naturalisé au cours des 13 dernières années

Une simplification et une harmonisation seraient judicieuses et appréciables. Néanmoins, il est incompréhensible qu'on en profite pour faciliter la naturalisation. Certains ont beau affirmer de manière réitérée qu'on naturaliserait trop peu en Suisse, raison pour laquelle il y aurait autant d'étrangers, la réalité des chiffres est tout autre. Chaque année, on naturalise environ 40'000 étrangers – de 2000 à fin 2012, plus de 509'000 personnes ont reçu la nationalité suisse ! En d'autres termes, un Suisse sur 12 a été naturalisé au cours des 13 dernières années. Ce n'est certainement pas peu !

Mon espoir repose à présent sur le National. Je suis convaincu qu'il restera sur

la voie tracée jusqu'à présent. Je pourrai alors à nouveau défendre mes positions au sein de la commission et au Conseil des États. Quelques propositions y trouveront certainement une majorité en seconde session. Si je n'y parviens pas, l'UDC rejettera la révision totale de la LN, et réunira pour ce faire sans problème une majorité au National.

Les cantons doivent faire leur travail

À côté de cela, nous devons régulièrement nous rappeler que nous ne faisons que fixer les exigences minimales au niveau fédéral et qu'il appartient aux cantons d'inscrire dans leurs textes de loi des critères d'intégration plus stricts et des exigences supérieures pour la naturalisation. C'est pourquoi il est important que l'UDC s'engage en faveur d'un durcissement des critères de naturalisation dans les cantons.



par Peter Föhn, conseiller aux Etats, Muotathal (SZ)

Que s'est-il passé ?



Durée de séjour avant la naturalisation :

12 ans sont requis, le Conseil fédéral veut 8 ans, le National 10 ans

► *Le Conseil des États a suivi le Conseil fédéral, par 22 voix contre 21*

Double comptage des années pour les jeunes :

Aujourd'hui, les années passées en Suisse entre dix et vingt ans révolus comptent double. Le Conseil national veut abolir cette règle.

► *Le Conseil des États souhaite le maintien du double comptage, par 24 voix contre 16*

Connaissances linguistiques :

Pour le Conseil fédéral, il suffit que le requérant puisse s'exprimer dans une langue nationale, le National exige l'expression orale et écrite

► *Le Conseil des États rejette cette exigence par 22 voix contre 20*

L'admission provisoire compte comme séjour :

Le Conseil fédéral veut que l'admission provisoire soit comptée dans le temps de séjour, ce que le Conseil national refuse

► *Le Conseil des États a suivi le Conseil fédéral, par 28 voix contre 12*

Condition du permis d'établissement :

Le seul durcissement que le Conseil fédéral souhaite inscrire dans la loi est l'obligation d'être titulaire d'un permis d'établissement pour obtenir la naturalisation. Ce point a été approuvé par les deux Chambres.

NON à une augmentation et hausse d'impôt déguisée

Depuis quelques semaines de nombreuses voix, au sein du monde politique romand, se sont exprimées laissant entendre, que sans augmentation de la vignette autoroutière, la Suisse romande verrait de nombreuses améliorations de son réseau routier reportées. Aujourd'hui, plus de 60 élus cantonaux et communaux romands, donnent de la voix contre cette augmentation abusive qui n'est autre qu'une hausse d'impôt dissimulée.

La majorité des principaux acteurs de la politique fédérale veut augmenter le prix de la vignette autoroutière de 150%, donc de 40 à 100 francs. Mais quel est leur objectif ?

Cet argent servirait en priorité à financer des routes pour lesquelles les contribuables ont déjà payé une première fois. En fait, il s'agit d'une « hausse d'impôts dissimulée » qui semble être une tentative de chantage de la Berne fédérale. La Confédération encaisse déjà 9,5 milliards de francs par année d'impôts, de taxes et de redevances en faveur du trafic routier privé et ce dernier couvre aujourd'hui largement les frais qu'il occasionne ! Alors que devient cet argent des automobilistes ?

Environ 70% passent directement dans les caisses de la Confédération et des cantons ainsi que pour le financement de l'infrastructure ferroviaire. Cela signifie donc que de nombreux acteurs se servent dans la caisse de la route ! Lors des années à venir, si la Confédération n'est plus en mesure de répondre aux besoins financiers du trafic routier et de la desserte des régions, il est nécessaire et urgent de remettre en cause ce financement qui ressemble désormais à un simple impôt. Ces dernières années, nos autorités fédérales ont choisi la solution de facilité en faisant largement passer les usagers de la route à la caisse pour financer, via ces nouvelles

redevances, des charges déjà payées.

Moyennant ledit arrêté sur le réseau des routes nationales, 380 km de routes cantonales passeront sous l'égide de la Confédération. L'entretien et l'exploitation de ces routes coûtera quelque 100 millions de francs à l'Etat. Cette charge supplémentaire devra être payée encore une fois par les automobilistes et motocyclistes par cette hausse du prix de la vignette autoroutière. L'entretien et l'exploitation de ces routes cantonales ont été payées jusqu'ici par différentes caisses des cantons. Pourtant aucun des cantons, parmi ceux qui se sont déchargés de ces coûts vers la Confédération, n'a envisagé jusqu'ici de réduire ses impôts. Tant que cela ne se fera pas, la hausse du prix de la vignette restera une « hausse dissimulée des impôts » qui doit absolument être rejetée.

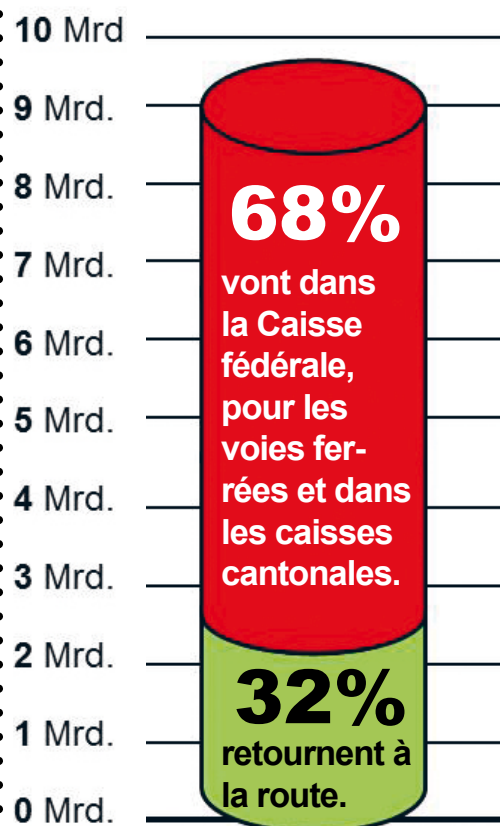
Il est regrettable que la Confédération, les cantons et de nombreux élus fédéraux appâtent le peuple sur la base de fausses « promesses en faveur de la route ». Il est faux de prétendre que des routes ne pourront plus être construites si le peuple dit non à l'augmentation du prix de la vignette.



par Claude-Alain Voiblet, député, vice-président UDC Suisse, Lausanne (VD)

Combien paient les automobilistes en Suisse par an ?

9.5 milliards de francs!



La Confédération prélève chaque année 9.5 milliards de francs en impôts, taxes et redevances sur le dos des automobilistes.

PLUS D'INFORMATIONS

WWW.vignette-a-100frs.ch

Initiative 1:12: Le canton de Zurich aussi **dit NON**

La régulation par l'État de la politique salariale d'entreprises privées, telle que la revendique l'initiative populaire « 1:12 – Pour des salaires équitables », renverse des éléments fondamentaux et éprouvés du système économique suisse. Cette initiative des JS aurait des effets particulièrement néfastes pour la place économique zurichoise, raison pour laquelle le Conseil d'État zurichois dans son ensemble et moi-même, en tant que Directeur de l'économie, la rejetons.

L'acceptation de l'initiative porterait un nouveau coup à l'attrait de la place économique suisse et donc à celui du canton de Zurich. Il y a lieu de s'attendre au départ d'entreprises et de personnes à hauts revenus. Cela entraînerait des pertes fiscales considérables, de même que des lacunes dans la prévoyance vieillesse et une hausse du chômage. Les conséquences négatives de l'initiative toucheraient donc l'ensemble de la population suisse ainsi que les entreprises du secteur industriel et les PME.

Notre droit du travail libéral, caractérisé par une faible densité normative et un fort partenariat social, est un acquis unique de notre pays, un atout majeur de notre place économique, qui renforce ainsi le marché du travail. Je suis d'avis que l'État n'a pas à intervenir dans la politique salariale d'entreprises privées, bien que je comprenne le malaise d'une partie de la population face à certaines évolutions exagérées en matière salariale. Le Conseil d'État zurichois rejette l'initiative 1:12, car il craint la perte d'emplois ainsi qu'une forte baisse de compétitivité de la place économique zurichoise.



*par Ernst Stocker,
conseiller d'Etat, chef de
la direction de l'économie
du canton de Zurich,
Wädenswil (ZH)*

Diktat sur les salaires ?

1:12 NON!

+ PROTÉGEONS LE MODÈLE SUISSE

Contrôler l'immigration

En tant qu'entrepreneur, je suis parfaitement conscient que le succès économique de la Suisse n'aurait pas été possible sans les étrangers. Nos entreprises de construction en ont particulièrement profité, et je fais partie des chanceux qui emploient des travailleurs et travailleuses étrangers hautement qualifiés même à des postes de cadres supérieurs.

La Suisse a toujours généreusement recruté de la main-d'œuvre étrangère. Cela s'est fait de manière contrôlée et il a toujours été tenu compte de la situation actuelle du marché du travail. La Confédération et les cantons fixaient des maxima, en concertation avec les représentants des milieux économiques. Nous, entrepreneurs, obtenions en règle générale les gens dont nous avions besoin, en provenance du monde entier. Il existait tout au plus des décalages en période de haute conjoncture, lorsque l'État nous freinait – à raison, je dois dire – afin d'éviter des vagues de licenciements ultérieures.

Le bien-être général de la Suisse avant les intérêts des entreprises

J'admets volontiers que je préférerais, à titre personnel, une libre-circulation étendue au monde entier. Tout le monde pourrait alors travailler et s'établir là où il en aurait envie et où on aurait besoin de lui. Et moi, en tant qu'entrepreneur, je pourrais choisir parmi des millions de personnes celles qui me conviendraient le mieux. Pourtant, il n'y a pas que les intérêts des entreprises qui comptent et il est nécessaire de prendre en compte l'intérêt général de la Suisse. Une libre circulation des personnes mondiale ne pourrait fonctionner que si tous les pays présentaient à peu près les mêmes conditions de base. Or actuellement, les différences en termes de prospérité, d'économie de marché, de sécurité du droit et d'institutions

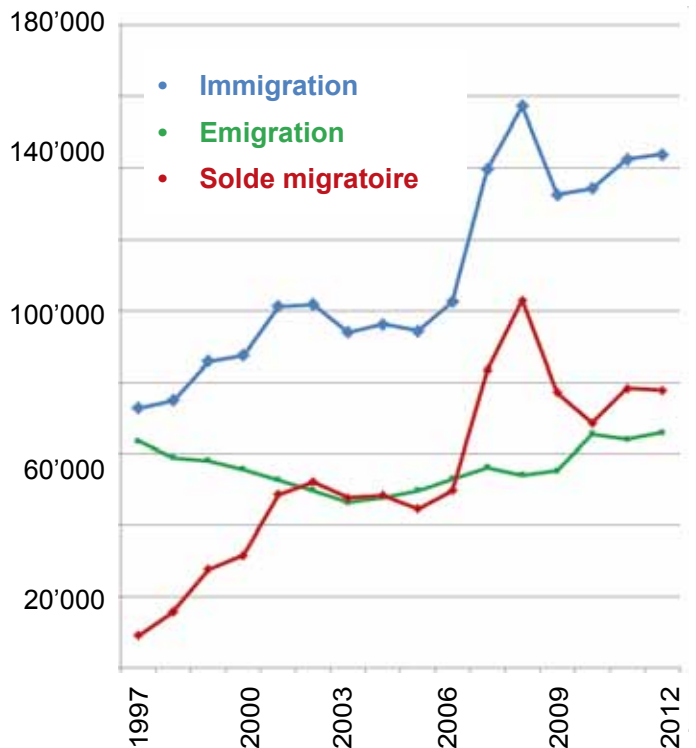
sociales sont si grandes qu'une libre-circulation totale n'est tout bonnement pas faisable. Ainsi, un chômeur français à Bâle gagne deux fois plus que s'il travaillait douze heures par jour dans son pays.

Plus il y a de cerises sur le marché, plus leur prix baisse

J'étais un partisan convaincu de la libre circulation des personnes avec les 15 États « historiques » de l'UE, car ces 15 économies étaient plus ou moins comparables à la nôtre. Cependant, l'UE connaît en ce moment un développement incontrôlé. Elle a entretemps intégré des États d'Europe de l'est, et bientôt viendront probablement s'y ajouter tous les pays des Balkans ainsi que la Turquie. Cela nous apporterait indubitablement des avantages, à nous entrepreneurs, puisque nous pourrions choisir parmi 700 millions de candidats. Les effets prévisibles sur les salaires sont eux aussi évidents. Chacun le sait : plus il y a de cerises sur le marché, plus leur prix

est bas. Nous autres entrepreneurs devons toutefois aussi nous rendre compte que nous portons une responsabilité vis-à-

Développement du solde migratoire en Suisse



En raison de la libre circulation des personnes avec l'UE, mais aussi à cause des frontières ouvertes et des misères de la politique d'asile, ce ne sont pas moins de 630'000 personnes en 10 ans qui sont venues en Suisse. Cela représente la population du canton d'Argovie ou des villes de Lausanne, Berne et Zurich comptées ensemble. Ainsi, selon un scénario de l'Office fédéral de la statistique, la Suisse comptera environ 10 millions d'habitants en 2035.

« On ne saurait dire que nous soyons reçus avec fanfare et tapis rouge à Bruxelles. Pourtant, nous devons clarifier aux yeux de tous que la Suisse ne se compose pas un menu à la carte. »

This Jenny, conseiller aux Etats, Bilten (GL)

vis du pays. Il ne serait pas acceptable que nous engagions des gens à court terme, avant de nous en débarrasser après un ou deux mois quand nous n'en avons plus besoin, pour les confier aux institutions sociales. Un tel comportement est asocial. Il faudrait prévoir une durée d'engagement minimale d'un an. Certains y réfléchiraient ainsi à deux fois avant d'engager des étrangers –

ou des Suisses. Après tout, les institutions sociales sont aussi financées par l'économie.

L'immigration doit s'inscrire dans l'intérêt de la Suisse

La place économique suisse est un modèle de réussite unique. Il est de notre devoir de prendre soin de cet héritage de nos ancêtres. Il est exclu de permettre un nivellement par le bas, notamment au niveau européen. C'est pourquoi nous devons reprendre le contrôle de l'immigration. L'immigration doit servir les intérêts de la Suisse, plutôt que ce soit la Suisse qui adapte sa politique aux intérêts des migrants. Il n'est pas ici question de résilier les accords bilatéraux. Néanmoins, l'initiative contre l'immigration massive vise à donner au Conseil fédéral le mandat de négocier avec l'UE concernant le problème que pose l'immigration annuelle nette de 80'000 Européens.

La Suisse ne se compose pas un menu à la carte

On ne saurait dire que nous soyons reçus avec fanfare et tapis rouge à Bruxelles. Pourtant, nous devons clarifier aux yeux de tous que la Suisse ne se compose pas un menu à la carte, contrairement à ce qui lui est reproché. Personne ne peut affirmer que seule la Suisse profite des infrastructures NLFA, des milliards de cohésion, des fonds de recherche européens ou des frontaliers ! Je dirais plutôt que notre repas à la table de l'UE consiste surtout à avaler des couleuvres.



par This Jenny, entrepreneur, conseiller aux Etats, Bilten (GL)

Voici ce que les opposants à l'initiative déclarent au sujet de l'immigration :



« Ce n'est pas naïf de notre part de le dire aujourd'hui : les immigrés qui arrivent actuellement paient plus à l'AVS que ce qu'ils reçoivent. Ensuite, nous savons et disons que cela peut changer, d'ici vingt, trente ans. C'est clair. Nous l'examinons, et l'intégrons aux scénarios. Je souhaite vraiment aborder les problèmes actuels, imminents, parce que je trouve que nous devons nous y atteler. Je cite en premier lieu le marché du travail. Oui, il y a une pression sur les salaires, sur le marché du travail. Regardez les régions frontalières, regardez les 265 000 frontaliers qui viennent en Suisse tous les jours : c'est là qu'il y a pression sur les salaires ! »

Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale, PS (BE)

« Nous sommes un pays attractif au centre de l'Europe, et l'initiative contre l'immigration massive voudrait nous sortir de cette situation et nous mettre au même niveau que, disons, la Serbie ou la Macédoine. Nous abandonnerions délibérément la clé de notre réussite, ce qui est en soi déjà difficilement compréhensible. »

Pirmin Bischof, conseiller aux Etats, PDC (SO)



« Vous voyez donc que je suis, moi aussi, contre cette initiative. Je vous le dis simplement : si nous ne faisons rien de plus que dire non, ce sera insuffisant pour bloquer cette initiative, l'initiative Ecopop et obtenir la libre circulation des personnes avec la Croatie. »

Anita Fetz, conseillère aux États PS (BS)

« Cette initiative joue avec le feu. Elle me laisse perplexe, et cela non seulement à cause de son positionnement vis-à-vis des étrangers. Ne vous contentez pas de rejeter l'initiative, combattez-la avec véhémence tout au long de la campagne ! Ce sera nécessaire. »

Claude Janiak, conseiller aux États PS (BL)



PLUS D'INFORMATIONS

WWW.immigration-massive.ch

Stratégie énergétique 2050 : pas comme cela !

La stratégie énergétique 2050 vise à enserrer la population et les milieux économiques dans un corset étroit, relevant de l'économie planifiée. Interdictions, subventions élevées, impôts et taxes ne peuvent résoudre les problèmes inhérents à la sortie prévue du nucléaire.

Avec sa stratégie énergétique, le Conseil fédéral promet une villa avec jardin et piscine, mais ne construit qu'un appartement sans balcon au 5e étage. Les objectifs et mesures ne concordent pas et l'avenir est incertain, particulièrement en ce qui concerne l'imposition et les prix de l'énergie, ce qui empêche des investissements adéquats.

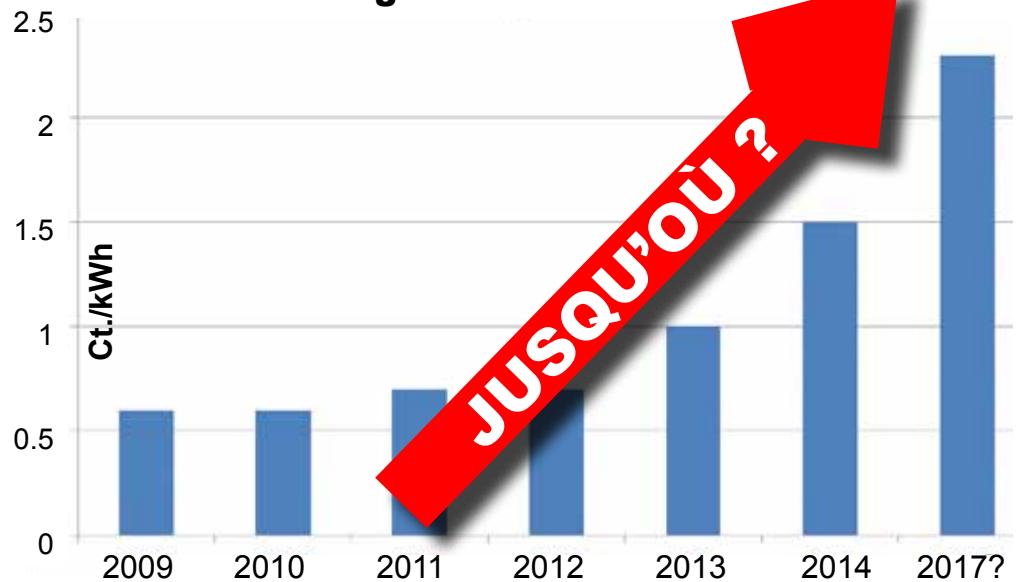
Surcoût pesant sur la population et l'économie

Il n'est pas étonnant que le Conseil fédéral reste flou en ce qui concerne les coûts et les charges et ne donne aucune indication à ce sujet. Ce qui est clair, c'est que nous devons faire face à une augmentation considérable des coûts. Les ménages privés seraient particulièrement affectés. À cela s'ajoute que les investissements en faveur d'une efficacité énergétique accrue sont deux fois plus importants que les économies réalisées grâce à la baisse de consommation. On peut ainsi s'attendre à un surcoût d'environ 20 milliards de francs en 2035. Une répartition étatique inéquitable est en outre prévue. En raison des allègements prévus en faveur des branches à forte consommation énergétique, ce sont les ménages privés et les autres branches de l'économie qui paieront les pots cassés.

Objectifs de réduction irréalistes et risque pour la sécurité de l'approvisionnement

Outre le développement des énergies renouvelables, le Conseil fédéral table sur une réduction de la consommation. La consommation énergétique par tête devra baisser de 16% jusqu'en 2020, de 43% jusqu'en 2035. Cet objectif est plus qu'ambitieux, surtout lorsqu'on tient compte de l'immigration constan-

Rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) Une augmentation sans fin ?



La rétribution à prix coûtant du courant injecté augmentera fortement ces prochaines années. Une telle augmentation extrême aura un effet négatif disproportionné pour l'économie et la population, et met en péril l'emploi et la prospérité.

te de 80'000 personnes par an. La sortie du nucléaire créera un grand déficit d'approvisionnement. Celui-ci ne pourrait être compensé que par le développement massif de l'énergie gazière et hydraulique, des énergies renouvelables et l'importation. Or, le développement de l'énergie hydraulique et éolienne est combattu par les organisations de protection de l'environnement et le gaz mène à une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger ainsi qu'à une augmentation des émissions.

Une vision d'ensemble et un droit de co-décision du peuple sont impératifs

Appliquant la tactique du salami, le Conseil fédéral ne met pas sur la table la vue d'ensemble de sa stratégie énergétique. La deuxième étape, incluant un système d'incitations, ne devrait être

définie clairement que dans un deuxième temps. Par ailleurs, la subdivision de la stratégie énergétique en douze révisions de loi vise à la soustraire délibérément au droit de co-décision du peuple. C'est inacceptable ! Certes, nous allons au-devant de défis importants en matière de politique énergétique. Ceux-ci doivent toutefois être abordés avec sang-froid et pragmatisme. L'UDC a élaboré à cette fin un concept esquissant des mesures concrètes pour continuer à mener une politique énergétique judicieuse.



par Hansjörg Knecht,
conseiller national,
Leibstadt (AG)

Mettre toutes les familles sur le même pied d'égalité

La reconnaissance du travail familial doit passer par la déduction des frais de garde des enfants pour toutes les familles.

Lors de la session d'automne 2009 les chambres fédérales ont accepté la réforme de l'imposition des familles avec l'institution d'une déduction fiscale pour les frais que les familles doivent engager pour la garde de leurs enfants dans des structures d'accueil.

Actuellement concernant l'impôt fédéral direct, un montant de 10'000 francs au plus par enfant dont la garde est assurée par un tiers peut être déduit du revenu si l'enfant a moins de 14 ans et vit dans le même ménage dont le contribuable assure l'entretien.

Les cantons et les communes, dans le cadre de l'harmonisation des impôts directs, ont également l'obligation d'accorder un montant déterminé pour les frais de garde des enfants.

Cette décision est un pas vers la bonne direction, mais elle défavorise les parents qui assument toutes leurs responsabilités et gardent eux-mêmes leurs enfants.

L'UDC ne cautionne pas cette discrimination et demande par cette initiative que la déduction fiscale soit accordée indépendamment de la manière dont les enfants sont gardés.

Nous ne tolérons pas que les parents qui s'investissent dans la garde de leurs

enfants soient préférentiellement par rapport à ceux qui les font garder par des structures d'accueil bénéficiant en plus d'argent public.

enfants. Car tous les contribuables élevant des enfants doivent être traités de manière équitable. L'UDC refuse l'idée de créer deux catégories de parents au niveau fiscal, c'est-à-dire, d'une part, des parents qui profitent du fait que leurs enfants sont gardés par des tiers contre rémunération et, d'autre part, des parents qui sont exclus de cet avantage fiscal parce qu'ils assument seuls la garde de leurs enfants.

C'est la raison pour laquelle l'UDC a lancé une initiative en faveur des familles qui demande que « *Les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants, doivent bénéficier d'une déduction fiscale au moins égale à celle accordée aux parents qui confient la garde de leurs enfants à des tiers.* »

Accepter cette initiative c'est reconnaître l'engagement familial des parents par une mesure fiscale qui rétablit une certaine équité envers toutes les familles.



On ne saurait admettre que les parents qui assument toutes leurs responsabilités éducatives et de garde soient défavorisés.

Nous refusons cette discrimination et exigeons par cette initiative que la déduction fiscale soit accordée indépendamment du mode de garde des



par Jean-Pierre Grin,
conseiller national,
Pomy (VD)

PLUS D'INFORMATIONS

WWW.intiative-familles.ch

PREMIERE MONDIALE: NEW SUZUKI SX4 S-CROSS

DES **Fr. 19 990.-**

metzgerlehner



- › **Le casseur de prix compact**
Grande classe, petit prix
- › **La voiture familiale favorite**
Agréable, spacieuse et sobre
- › **Le crossover polyvalent**
A la fois van, break et SUV
- › **Le sportif efficace**
Hautes performances et basse consommation
- › **Le point de mire stylé**
Design crossover attirant
- › **Le tout-terrain intelligent**
Système de transmission 4x4 à 4 modes ALLGRIP
- › **Le transporteur audacieux**
Jusqu'à 1269 litres de volume de chargement
- › **Le Swiss Cross le plus compact**
Idéal pour la Suisse
- › **La vue la plus généreuse**
Toit ouvrant panoramique en verre exceptionnel
- › **La nouvelle référence**
Equipelement exclusif, innovations uniques en leur genre



La nouvelle Suzuki SX4 S-CROSS 4x4 est plus qu'une première mondiale: elle en réunit plusieurs et redéfinit la classe crossover. Par exemple avec le système de transmission 4x4 ALLGRIP révolutionnaire à 4 modes. Celui-ci séduit par sa technologie ultramoderne et ses fonctions pratiques. **Auto:** dès que c'est nécessaire, le système passe automatiquement en mode ALLGRIP 4x4. **Sport:** idéal pour les parcours sinueux et les caractères sportifs. **Snow:** idéal sur la neige et les chaussées glissantes. **Lock:** idéal pour les situations délicates. Le couple maximal est transmis aux 4 roues de manière optimale.

Equipelement exclusif par exemple du New SX4 S-CROSS GL TOP. Stop-start automatique (seul. boîte manuelle), climatisation automatique 2 zones, système navigation & multimédia avec caméra de recul, Bluetooth avec dispositif mains libres, volant gainé cuir avec touches de commande du système audio et du tempomat, Keyless Entry & Start/bouton de démarrage, capteurs de parking avant & arrière, sellerie cuir, capteur de pluie, phares bi-xénon, feux de jour (LED), toit ouvrant panoramique, vitres teintées, aide au démarrage en côte, jantes en alliage léger 17", sièges avant chauffants.

Rouler Suzuki, c'est économiser du carburant: New Suzuki SX4 S-CROSS 1.6, Fr. 19 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 5.5l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 127g/km; **photo:** New Suzuki SX4 S-CROSS 1.6 GL Top 4x4, Fr. 31 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 5.7l/100km, catégorie de rendement énergétique: D, émissions de CO₂: 130g/km; moyenne pour l'ensemble des marques et modèles de voitures neuves en Suisse: 153g/km.



Votre revendeur spécialisé Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de Suzuki Hit-Leasing répondant à vos besoins personnels. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**

Le N°1 des compactes



SUZUKI

Way of Life!

www.suzuki.ch

Aides sociales **contestables**

Il faut du temps avant de pouvoir discuter ouvertement de sujets désagréables au niveau politique : après l'asile, la criminalité et l'immigration, voici maintenant l'aide sociale et ses normes CSIAS. Quiconque aborde ce thème délicat est vite accusé d'idéologie de droite. Il occupera cependant bientôt le cœur du débat public.

Personne ne veut abolir l'aide sociale. Pourtant, des évolutions dans la mauvaise direction la rendent injuste – injuste pour ceux et celles qui doivent financer l'entretien d'autrui par leurs propres efforts et leurs impôts.

Barèmes élevés

Les normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) sont, dans certains cas, un affront à tous ceux qui pourvoient eux-mêmes à leur entretien, par leur travail quotidien et avec leur modeste salaire. C'est pourquoi les mesures de soutien doivent à nouveau viser en premier lieu à ramener au plus vite les personnes sans emploi dans le monde du travail. Pour créer les incitations correctes, il est donc exclu que, globalement, le montant versé en

Réductions sans effet

C'est particulièrement choquant lorsque des bénéficiaires de l'aide sociale étrangers s'installent dans l'État-providence suisse et revendiquent le droit de choisir s'ils préfèrent obtenir leur argent mensuel par le travail ou de la main du service social. Les réductions de 10% maximum prévues dans les normes CSIAS n'ont aucun effet, même en cas d'abus manifeste. C'est pourquoi il doit être possible de les corriger vers le bas.

Juste dans le cas particulier

Quiconque applique les normes CSIAS pour fournir des prestations complètes même aux bénéficiaires récalcitrants est injuste vis-à-vis des personnes qui ont réellement besoin d'aide. Les ser-

vices sociaux doivent avoir la possibilité de prendre une décision juste dans le cas concret. C'est pourquoi l'UDC plaide régulièrement

sociale. Il est nécessaire que toutes les communes examinent l'opportunité de quitter la CSIAS, et que l'application obligatoire de ses normes soit supprimée des lois et ordonnances communales.

Chasse gardée pour gens du milieu

En réalité, les cantons sont libres d'appliquer ou non les normes CSIAS. Les cantons les utilisent toutefois comme références, bien que la CSIAS n'ait aucune légitimité démocratique. Il est choquant qu'au sein de la CSIAS, seules des personnes du milieu de l'aide sociale donnent le la. Ces individus vivent très bien de ces activités et n'ont aucun intérêt à un quelconque changement. Dans leur langue, même un bénéficiaire d'aide sociale récalcitrant est un « client », qu'ils veulent satisfaire aux frais de la collectivité. Les excès actuels de ce dorlotage font réfléchir et on peut espérer qu'ils provoqueront un revirement dans le débat politique autour de l'aide sociale excessive.

« Quiconque applique les normes CSIAS pour fournir des prestations complètes même aux bénéficiaires récalcitrants est injuste vis-à-vis des personnes qui ont réellement besoin d'aide. »

Thomas Müller, conseiller national, Rorschach (SG)

cas d'aide étatique soit supérieur à un salaire minimal pour un emploi à plein temps.

en faveur de l'autonomie communale dans ce domaine et s'oppose à la professionnalisation des services d'aide



par Thomas Müller, conseiller national et président de ville, Rorschach (SG)

CSIAS: de quoi s'agit-il?



La Conférence suisse des institutions d'actions sociales (CSIAS) est une association faîtière qui s'engage pour l'organisation et le développement de l'aide sociale en Suisse. Cette

organisation se compose de représentants des communes, des cantons, de la Confédération et d'organisations privées du domaine social. Depuis sa fondation en 1905, elle s'engage pour une lutte efficace contre la pauvreté.

Juridiquement, la CSIAS n'est toutefois pas une organisation étatique, mais une association. Elle est même, dans les faits, l'association profes-

sionnelle des travailleurs sociaux et exerce, par le biais des « normes CSIAS », une influence déterminante sur les tarifs appliqués dans le domaine du travail social et de l'aide sociale. La plupart des cantons reprennent ces normes en leur conférant un caractère contraignant, et obligent ainsi leurs communes à garantir des tarifs d'aide sociale éloignés de la réalité.

Cheval de Troie

Le Lehrplan 21 (équivalent alémanique du Plan d'études romand) fait de l'ombre à toutes les réformes précédentes. Le projet actuel est nuisible aux performances, et donc à l'économie. Il doit être remanié et redimensionné, ou alors jeté à la poubelle.

Les maîtres d'apprentissage et les écoles professionnelles se plaignent de plus en plus du manque de compétences des élèves et apprentis dans des branches fondamentales telles que l'allemand, les mathématiques et les sciences naturelles. Des milliers de places d'apprentissage, avant tout dans les professions manuelles, ne trouvent pas preneur. La cause est à rechercher dans les réformes scolaires de ces dernières années : enseignement intégratif, éloignement du principe du maître de classe, apprentissage précoce des langues étrangères, prépondérance des aspects linguistiques, réduction dans le domaine manuel, etc. Le Lehrplan 21 cimente à présent cette tendance.

Le Lehrplan 21 manque de loin son but

Avec ses 557 pages, le projet est totalement surchargé. Tout sauf axé sur la pratique, il manque nettement son but constitutionnel, à savoir celui d'indiquer les objectifs d'apprentissage par niveau

scolaire. Par sa complexité et son orientation académico-philosophique, il met en péril la transmission ciblée de connaissances et l'acquisition du savoir par la pratique.

1. Axé sur les compétences : un programme pour chaque élève

Un aspect central du Lehrplan 21 est le thème générique de focalisation sur les compétences, et donc le constructivisme pédagogique. Cela signifie que chaque élève doit être accompagné et noté selon son propre programme fait sur mesure. Aucune note, p.ex. selon la moyenne de la classe, n'est plus requise. Ce qui peut paraître positif au premier abord implique une charge temporelle et administrative, tout en étant inefficace et éloigné de la réalité. La concurrence stimule et, au plus tard à l'entrée dans le monde professionnel, il est nécessaire de

surmonter les obstacles imposés.

2. Branches remplacées par de vagues domaines

Désormais, l'enseignement ne porterait plus sur différentes branches mais sur des domaines. Ainsi par exemple, la

« Avec ses 557 pages, le projet est totalement surchargé. Tout sauf axé sur la pratique. »

Verena Herzog, conseillère nationale, Frauenfeld (TG)

géographie, l'Histoire, la physique et la chimie seraient remplacées par « Nature et technique ». Au lieu du bricolage, de la couture et du dessin, il n'existerait au niveau primaire plus que « Créativité ». Ainsi, les bases enseignées pourraient varier considérablement selon le bon vouloir de l'enseignant. Quelques branches ne seraient plus étudiées de manière suffisamment approfondie, voire plus du tout. Il ne serait plus guère possible de comparer différents élèves ou différentes classes.

3. Compétences personnelles

Des compétences importantes telles que l'autonomie, l'autocritique et la gestion des conflits sont certes citées dans le Lehrplan 21. Des qualités qui ont aidé notre Suisse à percer au niveau international, telles que l'endurance, l'assiduité, la méticulosité, l'ordre, la fiabilité et la propreté ne s'y voient toutefois accorder, au mieux, qu'une place marginale et se noient sous les exigences irréalistes et internationalisantes.

Que faut-il faire ?

- Il faut clarifier comment les dénominations éprouvées des branches historiques et reconnues telles que la géographie, l'Histoire, la physique, la chimie, etc. pourraient être reprises. L'intégration de ces branches dans les domaines « Nature et technique », « Économie », « Travail et ménage », « Espaces, époques, société » contribue plutôt à une dilution du système de formation de l'école obligatoire.
- La souveraineté cantonale en matière scolaire ne peut être contournée.
- Les thèmes accessoires tels que « Genre » et « Égalité » doivent être considérés comme tels et ne nécessitent pas d'explications dans le plan d'études.
- Le commerce et l'artisanat, l'industrie ainsi que les écoles pour la poursuite de la formation, devraient être interrogés régulièrement et appelés à participer à l'évaluation de la qualité du bagage apporté par les jeunes sortant de l'école obligatoire.



*par Verena Herzog,
conseillère nationale,
Frauenfeld (TG)*

Extraits de la **session**

La session d'automne 2013 s'est tenue du 9 au 27 septembre 2013. Une fois de plus, les partis du centre ont manqué à soutenir l'UDC sur de nombreux objets. Néanmoins, nous avons réussi à imposer nos exigences sur quelques questions importantes, dans l'intérêt d'une Suisse indépendante et prospère.

Ce que l'UDC a obtenu :

L'achat des avions de combat Gripen a été entériné

Le National et le Conseil des États ont donné leur feu vert à l'acquisition de 22 Gripen. Le Conseil national a approuvé ce projet important pour la sécurité de la Suisse. Le Conseil des États a débloqué les fonds du crédit d'engagement à hauteur de 3,126 milliards de francs. Les antimilitaristes ont déjà annoncé qu'ils lanceront un référendum. Le dernier mot devrait ainsi revenir au peuple.



Le Conseil des États contre l'initiative socialiste pour un salaire minimum

Par 31 voix contre 13, le Conseil des États recommande au peuple suisse le rejet de l'initiative pour un salaire minimum, sans contre-projet. Cette revendication antilibérale et socialiste des syndicats a pour but la prescription de salaires minimaux dans des conventions collectives ou dans la loi. L'objet est maintenant entre les mains du Conseil national et passera vraisemblablement dans les urnes d'ici un an environ.

Ce dont nous pouvons remercier le centre :

Abandon du secret bancaire par le biais du FATCA

Le Parlement a accepté en vote final l'Accord pour la mise en œuvre de la loi fiscale américaine FATCA, abandonnant du même coup le secret bancaire à l'égard des États-Unis. Par le FATCA, les USA obligent les banques étrangères à déclarer à leurs autorités fiscales les comptes de clients américains. Il y a désormais lieu de s'attendre à ce que l'UE exige de bénéficier de conditions similaires. Ce n'est qu'une question de temps.

Le Conseil des États veut brader le passeport suisse

Alors que quelques durcissements relatifs aux connaissances linguistiques, aux délais et aux conditions matérielles de la naturalisation avaient passé la rampe au National, le Conseil des États entame un changement de cap radical. Il défend la possibilité d'une naturalisation après 8 ans déjà (contre 12 aujourd'hui), avec un maintien du comptage à double des années de jeunesse. Il assouplit aussi les exigences en matière de connaissances linguistiques, de sorte que toute personne capable de communiquer dans n'importe quelle langue nationale pourrait obtenir la nationalité suisse.

Le Parlement attaché à l'immigration massive

Tant le Conseil national que le Conseil des États recommandent le rejet de l'initiative populaire « contre l'immigration massive ». Une fois de plus, le Parlement ferme ainsi les yeux sur les problèmes et les défis auxquels la Suisse doit faire face du fait de l'immigration incontrôlée. Il appartient à présent au souverain de prendre les choses en main et de mettre de l'ordre dans le domaine de l'immigration. La votation populaire aura lieu au premier semestre 2014.



14 Shop UDC



Commandez en ligne:
www.udc.ch

..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



**ICI VOTRE ANNONCE
DANS LES JOURNAUX DE
L'UDC FRANC-PARLER ET
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

**ICI VOTRE ANNONCE
DANS LES JOURNAUX DE
L'UDC FRANC-PARLER ET
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000
lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58
58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Dé-
couvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000
lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58
58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Dé-
couvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

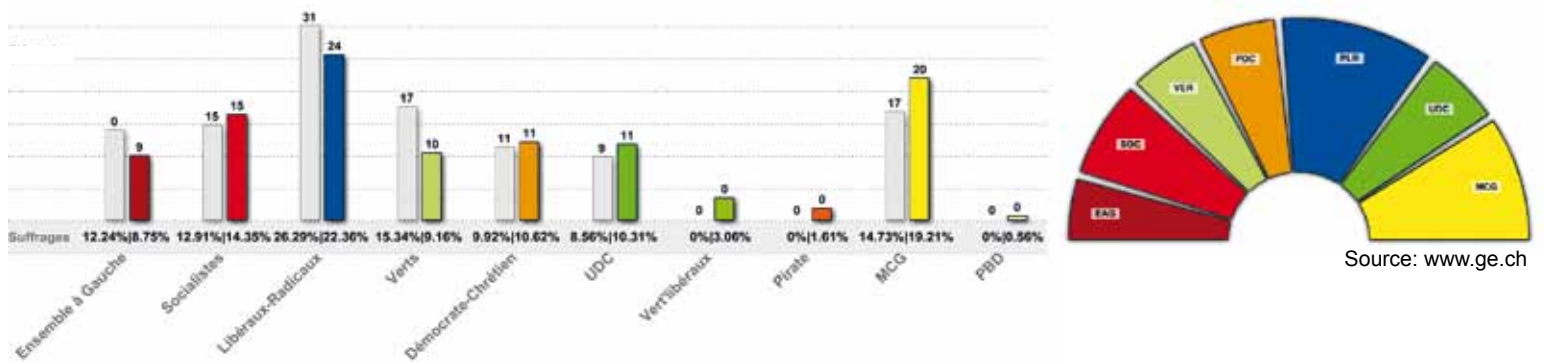
IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung
SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Grangier | Crédit images: UDC Suisse, Toni Brunner, Services du Parlement 3003 Berne, Céline Amaudruz, Ernst Sto-
cker, Etat de Genève, Claude-Alain Voiblet, 24heures, Comité NON au diktat de l'Etat sur les salaires.



La nouvelle **force**

Malgré les bons résultats du MCG lors des élections cantonales du 6 octobre 2013, l'UDC a obtenu 11 sièges, augmentant ainsi sa représentation au Grand Conseil de 2 députés alors que, dans le même temps, le PLR et les Verts dégringolaient chacun de 7 sièges. Le message est clair : les Genevois ne veulent plus de l'immigration massive incontrôlée dans leur canton.



Alors qu'en 2009 l'UDC ne comptait que 9 députés et n'était que le sixième parti du Canton de Genève, elle est aujourd'hui avec 11 députés, comme le PDC, la quatrième force politique représentée au Grand Conseil.

Céline Amaudruz est candidate **au deuxième tour** au Conseil d'Etat

L'UDC sera présente au deuxième tour de l'élection au Conseil d'Etat avec la candidature de Céline Amaudruz, alliée à celles des deux candidats du MCG. Les trois candidats se présenteront sous le slogan: «la nouvelle force».

Le deuxième tour se tiendra le dimanche 10 novembre 2014. Votez et faites voter pour Céline Amaudruz.

Céline Amaudruz en quatre questions

Votre citation favorite ?

« L'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt »

Votre livre de chevet ?

« La Vérité sur l'Affaire Harry Quebert », du Genevois Joël Dicker

La personnalité avec qui vous souhaiteriez vous entretenir 1h ?

Le Général Guisan, pour sa détermination et sa vision politique

Votre plat favori ?

Les spaghettis al vongole



PARTICIPEZ

sur www.initiative-familles.ch/participez

Comme Gilberte Demont:
écrivez votre testimonial
en ligne !

Nouveau!

Commandez en trois clics la distribution de flyers dans votre commune. Payez en ligne et les flyers seront distribués dans tous les ménages de votre commune quelques jours plus tard !



recherche par numéro postal ou lieu
1684

RÉSULTAT DE RECHERCHE

1 cible trouvée **1. Indiquer le lieu**

1684 Mézières FR
282 boîtes à lettres

adresse

Vos données personnelles sont ni vendues, ni données à des fins commerciales.

salutation*
titre
prénom*
nom*
adresse*
numéro postal*
lieu*

Maria
Bernasconi
Rue du Château
1684
Mezières

☒ 1684 Mézières FR a été ajouté à votre chariot

VOTRE CHARIOT

1684 Mézières FR
282 boîtes à lettres CHF 45.70

2. Confirmer le lieu et le prix total: CHF 45.70



COMMANDEZ

maintenant le matériel
de campagne !

Quantité

- ☐ Flyer (A5)
- ☐ Affiche A3 (29,7cm x 42cm)
- ☐ Affiche F4 (format mondial) 89,5cm x 128cm
- ☐ Affiche candélabre env. 90cm x 110cm
- ☐ Je suis prêt à organiser un stand d'action
- ☐ Je soutiens financièrement l'initiative (PC: 30-547125-2)
(Les dons peuvent, dans une mesure limitée, être déduits des impôts cantonaux et fédéraux)



A envoyer à :

Secrétariat général de l'UDC
Case postale 8252
3001 Berne
N° de Tél. 031/300'58'58
N° de fax: 031/300'58'59
E-mail: info@udc.ch

Nom/Prénom:
Adresse:
E-mail:
Tél./Natel: